

L'Étincelle

Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste et révolutionnaire



Lundi 16 décembre 2013

Hollande, le nouveau va-t-en guerre de la France à fric

En Centrafrique, 40 000 personnes s'entassent dans un camp en bordure de l'aéroport de Bangui dans des conditions sanitaires déplorables, en proie à la faim, la soif et la maladie. L'aéroport a déjà accueilli les 1600 militaires français, les troupes africaines venues en renfort, la flotte d'hélicoptère et les avions Antonov chargés de matériel militaire. Mais pour les déplacés, rien.

« Nous sommes dans la capitale et l'aéroport est sécurisé. Qu'il n'y ait pas d'eau, pas de couvertures, pas de sanitaires, c'est inacceptable » s'insurge la responsable sur place de Médecins Sans Frontières. Depuis l'arrivée des troupes françaises, les conflits et massacres, loin de se réduire, ont explosé. Plus de 600 morts, 100 000 déplacés à Bangui et probablement un demi-million de déplacés à l'échelle du pays... La prétendue intervention « humanitaire » de l'armée française vire au cauchemar pour les populations.

Qui se soucie des populations civiles dans cette sale histoire ?

Hollande affirme être animé du « *devoir d'assistance et de solidarité à l'égard d'un petit pays, d'un pays ami* ». Avec des amis pareils, plus la peine d'avoir des ennemis !

En réalité, après l'intervention au Mali, le gouvernement français joue les gendarmes de l'Afrique – cette fois en Centrafrique – pour préserver les intérêts de ses multinationales dans toute la région. Y compris dans ce pays que la présence coloniale française a laissé totalement démuné et dépourvu d'infrastructures élémentaires, où néanmoins la perspective de richesses à gratter attise toujours la convoitise de prédateurs bien français.

En mars dernier, le coup d'Etat de Djotodia à la tête de la Seleka (milices du nord du pays) avait été accueilli par un défilé de spécialistes de la Françafrique avec ses tristes magouilles : Jean-Christophe Mitterrand et Claude Guéant s'y sont par exemple déplacés en juin. Le premier pour vendre ses services en matière de sécurité militaire, le second, pour discuter pétrole... L'armée française présente sur place avait laissé faire le coup d'Etat, restant cantonnée dans ses casernes.

Mais le nouveau président, Djotodia, a vite montré qu'il était tout aussi incapable que son prédécesseur de maintenir l'ordre nécessaire aux capitalistes français ou autres. Alors Hollande a fait donner l'ultime recours de l'impérialisme : l'armée française.

L'armée française, l'amie des dictateurs

Depuis l'indépendance, la France a toujours été derrière les présidents-dictateurs, élus de façon frauduleuse ou putschistes convaincus. Bokassa 1^{er} avait accueilli Giscard d'Estaing à coup de diamants dans son palais impérial, avant qu'il soit lui-même renversé avec l'aide de la France faute de savoir maintenir l'ordre. Car c'est là la raison principale de l'intervention de l'armée française en Afrique ou ailleurs. Il s'agit de sécuriser les mines, sites et approvisionnements des grandes entreprises françaises qui font la pluie et le sale temps dans ces anciennes colonies françaises. Sécuriser leurs entreprises pour sécuriser le pillage de ces pays, et cette triste mascarade dure depuis maintenant un bon demi-siècle, de la Centrafrique à la Côte d'Ivoire, au Mali, au Tchad ou au Niger...

L'intervention armée a commencé en même temps que se tenait le sommet France-Afrique. La conclusion de ce sommet insistait sur la nécessité de « *réinvestir au plus vite la présence économique extérieure française en Afrique subsaharienne* ». Pour réinvestir, c'est-à-dire surexploiter, expulser de leurs terres les populations et piller en toute tranquillité, les multinationales comme Areva, Bolloré ou Total réclament l'assistance de l'armée.

Dans cette situation, cette dernière intervention dans ce malheureux pays en proie à un chaos dont l'impérialisme français est le premier responsable, ne peut être qu'une autre forme de calamité.

Happy new years ?

Ça y est, depuis vendredi on sait que la direction imposera le 2 et 3 janvier 2014. Deux semaines de fermeture donc et huit jours de spoliés dans nos compteurs pour cela. Et à quelles fins ? Faire des économies sur le chauffage principalement en renvoyant tout le monde à la maison et vider nos compteurs pour ne pas budgéter l'argent dans les comptes de PSA.

Après le nouveau contrat antisocial et le gel de nos salaires PSA voudrait continuer à se payer sur la bête : nous.

Pas de quoi sans doute passer un mauvais réveillon pour les dirigeants de PSA. Nous ne serons pas les dindons de la farce : volons-leur dans les plumes !

Le couperet repoussé

Le plan de départs volontaires qui devait se clore fin décembre avec la suppression de 3 570 postes (hors Rennes et Aulnay) sera prolongé jusqu'au 30 avril.

Les chiffres n'y étant pas (2 894 salariés ont adhéré à l'une des mesures proposées et 476 ont initialisé un dossier), la direction a préféré repousser l'échéance des départs au forçariat.

Un délai supplémentaire pour désigner les volontaires d'office.

Le PS roule pour PSA... et Renault

Les ministres et pontes du PS, Ayrault, Montebourg ou Aubry, ont passé une semaine à jouer les VPR en Chine. Polygamie oblige : PSA et maintenant Renault (qui annonce un accord avec Dongfeng pour produire 150 000 véhicules) pourront s'y baffrer et piller les parts de marché. À des ouvrières de la joint-venture Dongfeng-PSA, Ayrault a lancé : « *Vous aimez Peugeot. Alors on va construire encore plus de Peugeot en Chine* ».

Sauf qu'avec un salaire ouvrier moyen de 180 € par mois en Chine, ce n'est pas demain la veille qu'elles pourront se les acheter !

Les mauvais coups se préparent

Des rapports patronaux sur les usines de PSA Poissy et Mulhouse seront rendus public en février et avril. Ils devraient confirmer la baisse de production, voire la suppression d'une ligne sur chacun de ces 2 sites. PSA Poissy pourrait passer en monoflux en 2015. À Poissy une seule équipe produirait la 208 dès avril 2014. Pour l'instant il n'y a qu'un vague projet de nouveau véhicule pour 2018, dans plus de 4 ans !

Ce qui est sûr c'est que la direction ne fera aucun cadeau. Elle est prête à cacher pendant des années son intention de faire mourir à petit feu une usine comme elle l'a fait pour PSA Aulnay. S'il faut sauver nos emplois, nous ne pourrions compter que sur nos mobilisations.

Comme un voleur

Jeudi dernier, le futur retraité Varin est passé remotiver les directeurs de La Garenne, en catimini et en se gardant bien de rendre des comptes aux salariés à qui il fait les poches. Le passage du père « contrat antisocial » n'étant pas celui du Père Noël, c'est clair qu'il ne fallait pas s'attendre à ce qu'on lui fasse une haie d'honneur. Ça avait tout du cambriolage mais, ces derniers temps, il a été à bonne école.

Comme des voleurs

D'ailleurs Varin, lors de sa visite, n'a rien dit du retrait de GM du capital, qui défrayait pourtant la chronique le soir même. Il en va de GM dans le capital de PSA, comme de la visite de Varin à La Garenne : un passage éclair... Et dans un cas comme dans l'autre, rien à en attendre pour les salariés. Ce grand jeu de Monopoly pour actionnaires qu'eux-mêmes qualifient de « *capitalistiques* », n'auraient pas d'effet sur les activités ? C'est pourtant ce genre de prétextes et leurs contraires, qu'on nous sert à l'envi pour justifier les suppressions d'emplois.

Derrière les chrysanthèmes, la réalité

Les dirigeants du monde entier n'ont pas tari d'éloges sur Mandela. Pour une raison très simple : l'apartheid est tombé, mais l'ordre capitaliste demeure : les Noirs sont toujours les plus pauvres et les plus exploités. Quand ils encensent Mandela, c'est pour mieux faire oublier que ce sont les révoltes dans les ghettos noirs comme Soweto qui ont fait chuter le régime d'apartheid. Ils se félicitent que l'ordre a été rétabli en ne faisant juste qu'une toute petite place à une élite noire privilégiée.

Mais loin du baratin et face à la réalité de la misère, la classe ouvrière sud-africaine n'a jamais cessé de se battre pour défendre ses intérêts.

Marikana : après les balles, la misère

Ce village sud-africain est tristement célèbre depuis le massacre l'an dernier de 34 mineurs noirs assassinés par la police de l'actuel président noir Jacob Zuma. La fin de l'apartheid n'a pas mis fin à la répression ni à la misère : les familles ouvrières logent toujours dans des bidonvilles et près de la moitié des habitants sont au chômage. Pour changer leur sort, c'est au capitalisme que les travailleurs devront mettre fin.

À l'usine comme à l'armée ?

Selon le journal *Les Échos*, l'armée française ne sert pas qu'à faire des guerres en Afrique, mais aussi à former des cadres d'entreprises. Cette année, ils ont été 2 000 à suivre une coûteuse formation à Saint-Cyr, dans le but d'accroître « leurs capacités de leadership ». Que les cadres dirigeants veuillent se mettre au garde à vous, libre à eux. Mais qu'ils ne comptent pas sur les salariés pour être de la chair à patrons. Sinon, attention aux mutineries !